

**Coordination générale** Hervé Bichat, Philippe Dierickx,  
Marc Dufumier, Étienne Hainzelin, Marc Lévy, Camille Le Jean,  
Didier Oillo, Vatché Papazian, Henri Rouillé d'Orfeuil

## René Dumont revisité et les politiques agricoles africaines

Colloque organisé à l'occasion du 50<sup>e</sup> anniversaire  
de la parution de l'ouvrage *L'Afrique noire est mal  
partie*, de René Dumont



Colloque, 14 et 15 novembre 2012, Paris  
Une initiative de la Fondation René Dumont



# René Dumont revisité et les politiques agricoles africaines

Colloque organisé à l'occasion du 50<sup>e</sup> anniversaire de la parution de l'ouvrage  
*L'Afrique noire est mal partie*, de René Dumont

## Coordination générale

Hervé BICHAT  
Philippe DIERICKX  
Marc DUFUMIER  
Etienne HAINZELIN  
Marc LÉVY  
Camille LE JEAN  
Didier OILLO  
Vatché PAPAZIAN  
Henri ROUILLÉ D'ORFEUIL

## Rédaction

Camille LE JEAN

**Collection débats et controverses n°9**



## Panel 4 : Comment les produits agricoles issus des exploitations familiales africaines pourront-ils reconquérir leurs marchés domestiques et les marchés internationaux des produits tropicaux ?

par **Tancrède Voituriez**,  
IDDRI, Cirad

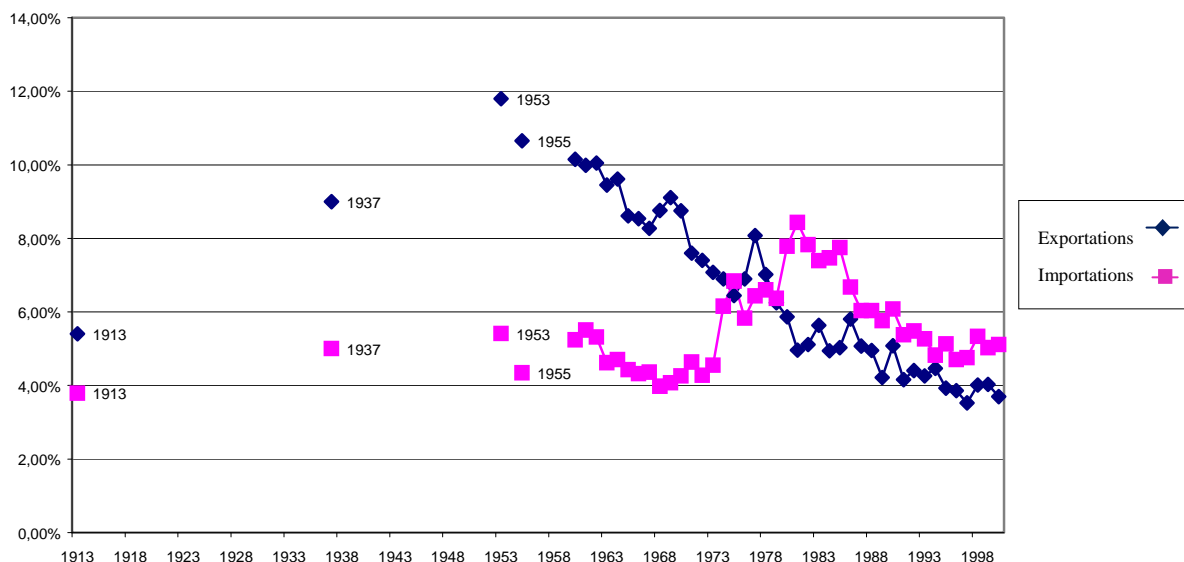
### Les moyens de la conquête ou de la reconquête des marchés.

Au préalable, pourquoi parler de « (re)conquête » ? L'Afrique n'a jamais été aussi peu présente sur les marchés internationaux (graphique ci-dessous).

La question abordée par les participants de la quatrième table ronde – ou la plupart d'entre eux – peut-être reformulée comme suit : quels sont les moyens ou conditions de la reconquête ? Les réponses pour l'essentiel touchent aux politiques publiques.

Symptomatiquement, Vincent Ribier<sup>41</sup> souligne qu'il n'y a pas d'agriculture performante sans politique publique. L'agriculture africaine n'est pas performante sur les marchés internationaux : elle manque donc de politique publique dédiée. L'auteur insiste sur la procédure (délibérative) et non sur la substance de ces politiques. À juste titre : l'érosion du graphique ci-dessous s'accompagne d'une érosion de la souveraineté politique. « *Administrations affaiblies, absence de contrôle sur le financement des actions, absence de consensus sur le type d'agriculture à promouvoir, sont autant*

### L'Afrique dans le commerce international des produits alimentaires



<sup>41</sup>Ribier, V. (2012). *50 après les indépendances, les pays africains n'ont toujours pas le contrôle de leurs politiques agricoles*, In Communication Panel 4 : Comment les produits agricoles issus des exploitations familiales africaines pourront-ils reconquérir leurs marchés domestiques et les marchés internationaux des produits tropicaux ? [Actes du Colloque René Dumont revisité et les politiques agricoles africaines]. CD-Rom. Nogent-sur-Marne : Éditions du Gret.

*d'éléments qui se renforcent pour que les États n'aient pas le contrôle de leur politique agricole. Dans ce contexte, les voies d'une véritable reconquête de souveraineté s'annoncent escarpées ».*

### **L'Afrique est-elle mal partie aujourd'hui ?**

Sur le seul critère de l'autonomie politique et budgétaire, la réponse serait donc affirmative. (Voir aussi à ce sujet la contribution de Chris Lukilanganga<sup>42</sup> et le besoin d'appropriation et d'expérimentation politique).

Signalons enfin que la souveraineté politique est à distinguer de la souveraineté et de l'autosuffisance alimentaires (voir la mise en échec de ces dernières au Togo par Joseph Tsigbe<sup>43</sup>).

Gilbert Etienne<sup>44</sup> dans ce contexte se demande si l'aide publique au développement peut être un substitut aux politiques publiques domestiques : « *La nécessaire coopération européenne et mondiale, si elle est associée à plus d'efforts africains, peut redresser très vite la situation, vaincre le sous-développement en vingt ans en faisant mentir le titre de ce livre*<sup>45</sup> », rappelle-t-il. Cette affirmation ne s'est pas vérifiée. Aide et coopé-

ration, en plus des efforts africains, n'ont pas suffi. La volonté politique est indispensable et toujours manquante : « *l'écart ne cesse de se creuser, en Asie comme en Afrique, entre les paysans et les élites urbaines*<sup>46</sup>, dont souvent les *Policy makers*<sup>47</sup>. Les classes moyennes et aisées qui montent en Chine, en Inde, en Indonésie sont devenues des étrangers dans les villages. Jusqu'à prôner la « ruralisation » d'une partie des élites dirigeantes et des expatriés, faisant ainsi baisser les écarts entre villes et campagnes ».

On peut se demander alors ce qui reste à cette Afrique dépourvue d'espace (et de volonté) politique pour accroître le sort de la paysannerie ? Ses facteurs de production : la main d'œuvre et la terre. Elle exporte l'un et l'autre, physiquement pour les premiers, sous forme de titre pour les seconds. Cette situation est absurde économiquement. Mieux vaut garder ses facteurs pour créer de la valeur chez soi.

L'espace de « meilleure performance » de l'agriculture africaine est la question que soulève Mathilde Douillet<sup>48</sup> : l'Afrique doit-elle privilégier le multilatéralisme ou le bilatéralisme en matière commerciale ?

Ses simulations montrent qu'une conclusion des négociations dans les termes actuels de l'OMC ne contribuerait certainement pas à une croissance partagée par la plupart des pays africains. En comparaison l'intégration régionale permettrait une distribution des gains plus équilibrée entre les pays.

<sup>42</sup> M'Thatu Lukilanganga, C. (2012, 15 et 16 novembre). *L'Afrique noire est mal partie*, In Communication Panel 4 : Comment les produits agricoles issus des exploitations familiales africaines pourront-ils reconquérir leurs marchés domestiques et les marchés internationaux des produits tropicaux ? [Actes du Colloque René Dumont revisité et les politiques agricoles africaines]. CD-Rom. Nogent-sur-Marne : Éditions du Gret.

<sup>43</sup> Tsigbe, J.K. (2012, 15 et 16 novembre). *Vers une révolution agro-écologique africaine ?*, In Communication Panel 1 : Vers une révolution agro-écologique africaine ? [Actes du Colloque René Dumont revisité et les politiques agricoles africaines]. CD-Rom. Nogent-sur-Marne : Éditions du Gret.

<sup>44</sup> Etienne, G. (2012, 15 et 16 novembre). *De René Dumont au mythe de la révolution verte*, In Communication Panel 1 : Vers une révolution agro-écologique africaine ? [Actes du Colloque René Dumont revisité et les politiques agricoles africaines]. CD-Rom. Nogent-sur-Marne : Éditions du Gret.

<sup>45</sup> Dumont, R. (2012). *L'Afrique noire est mal partie*, Paris : Éditions du Seuil. p.10.

<sup>46</sup> « Déjà en 1961, des stagiaires africains me disaient comme ils se sentaient des étrangers lorsqu'ils retournaient dans leur village et comment les habitants les percevaient aussi comme des étrangers ».

<sup>47</sup> Traduction : décideurs politiques

<sup>48</sup> Douillet, M. (2012, 15 et 16 novembre). *État des lieux des négociations commerciales : dans quelle mesure l'intégration régionale peut-elle contribuer au développement des filières agricoles ?*, In Communication Panel 4 : Comment les produits agricoles issus des exploitations familiales africaines pourront-ils reconquérir leurs marchés domestiques et les marchés internationaux des produits tropicaux ? [Actes du Colloque René Dumont revisité et les politiques agricoles africaines]. CD-Rom, Nogent-sur-Marne : Éditions du Gret.

Ses simulations soulignent le risque que l'intégration multilatérale mondiale fait peser sur le développement de filières agroindustrielles africaines face aux pays asiatiques auxquels les mêmes préférences tarifaires sont proposées. Son article insiste sur le fait qu'un préalable nécessaire pour que les pays et les agriculteurs dans ces pays soient en mesure de tirer parti des opportunités commerciales serait que les agriculteurs aient les moyens d'accéder aux marchés domestiques (intrants, information, débouchés), et de résister aux chocs auxquels ils sont soumis.

Dernier point intéressant : une intégration au marché régional ou mondial, très bien, mais pour quoi faire ? En termes de Produit Intérieur Brut (PIB), le résultat est faible, voire dérisoire. Ce qu'il faut ce sont des politiques ciblées sur la productivité agricole (subventions aux intrants) – or les politiques commerciales n'ont aucun effet direct sur celle-ci. Des conclusions similaires (sans modèle cette fois) sont apportées par Moïse Imbey.

En conclusion, citons les propos de Gilbert Toppé<sup>49</sup> sur la modernisation de l'agriculture familiale et la nécessaire volonté politique : *« L'exploitation familiale demeure la forme la plus indiquée pour le développement de l'Afrique et en particulier le développement agricole. Cette forme d'agriculture peut être modernisée, rentable et durable si des politiques adéquates (dont protection) basées sur les réalités africaines sont élaborées, mises en œuvre et soutenues par une forte volonté politique tant au niveau national qu'au niveau régional. Dans le cas contraire, l'agriculture africaine va demeurer dans les difficultés et les paysans africains ne pourront pas faire valoir normalement leurs pro-*

<sup>49</sup>Toppé, G. (2012, 15 et 16 novembre). *Comment les produits agricoles des exploitations familiales africaines pourront-ils reconquérir leurs marchés domestiques et les marchés internationaux des produits tropicaux ?*, In Communication Panel 4 : Comment les produits agricoles issus des exploitations familiales africaines pourront-ils reconquérir leurs marchés domestiques et les marchés internationaux des produits tropicaux ? [Actes du Colloque René Dumont revisité et les politiques agricoles africaines]. CD-Rom. Nogent-sur-Marne : Éditions du Gret.

*duits agricoles dans les marchés nationaux, régionaux et internationaux. »*

## Commentaires

Je ne donnerai pas les clefs du succès de l'agriculture familiale, pour ne pas la connaître, le seul agriculteur africain que j'ai vu dans son champ, c'était il y a dix ans à Niono. Il m'a tendu un de ses instruments de travail, que j'ai utilisé dans son champ en le tenant à l'envers. Tout ce que j'en tire aujourd'hui c'est qu'il est beaucoup plus agréable de travailler *sur* l'agriculture familiale que *dans* l'agriculture familiale, mais c'est un point de vue personnel.

Qu'est-ce que dirait René Dumont s'il était chinois aujourd'hui ? Le XXI<sup>e</sup> siècle n'est pas celui de l'Inde, du Brésil ou de la Chine, mais celui de l'Afrique, nous disent les dirigeants chinois.

C'est un pronostic ni particulièrement audacieux, ni particulièrement idiot. Les écarts de revenu entre pays riches et pays pauvres se réduisent pour la première fois depuis Truman. En moyenne, on retrouve les écarts de 1950, en grande partie grâce aux émergents mais cet infléchissement s'observe aussi en Afrique Subsaharienne. Une certaine Afrique est donc bel et bien partie.

Le paradoxe c'est que ce nouveau départ de l'Afrique survient presque par surprise, à un moment où intellectuellement les divergences n'ont jamais été aussi vives au point où l'on ne prescrit plus rien. C'est au moment où on doute de l'impact de l'aide, de la contribution du commerce, de l'existence même de recettes de développement, au moment en somme où l'on renonce à recommander que l'Afrique Subsaharienne montre des signes de redressement. Moins on veut sauver l'Afrique, mieux elle se porte.

On a entendu chronologiquement des vérités d'agronomes, puis des vérités d'économistes, il me semble que l'évolution de l'Afrique Subsaharienne à contre-courant des prévisions

nous ramène chacun à la modestie de nos pseudos sciences.

Cet impératif de modestie sur le sujet qui nous intéresse oblige à une chose : favoriser l'expérimentation (et l'appropriation) et avant elle les conditions (politiques) de l'expérimentation – les politiques agricoles comme un processus d'essai et d'erreur. Il y a expérimentation aujourd'hui par les bailleurs ; mais l'expérimentation politique reste un privilège des pays riches et émergents.

Il est complètement absurde que les pays d'Afrique Subsaharienne n'aient pas le droit de choisir entre espace régional et espace mondial comme lieu de débouché de leur agriculture. D'abord parce que la recherche ne dit rien de clair sur la pertinence d'un choix sur l'autre, et qu'ensuite les conséquences de ce choix sont absolument indifférentes pour les autres pays. Donc ce n'est pas un problème multilatéral. Le droit à l'unilatéralisme commercial devrait être restitué aux pays en développement non émergents.

Enfin, je signalerais un point peu ou pas abordé : les problèmes des débouchés agricoles pour une grande part ne sont pas des problèmes agricoles, mais des problèmes de fonctionnement de marchés contingents : capital (crédit, investissement), main d'œuvre, infrastructure à caractère public.

Ceci me conduit à rappeler quelques faits :

- faire fonctionner un marché agricole, ça coûte très cher (que cette agriculture soit familiale ou non).
- des politiques agricoles stricto sensu telles qu'un prix stabilisé ou un droit de douane, n'auront qu'un effet indirect sur les revenus du travail agricole. Il n'existe pas de recettes transposables : la Politique agricole commune (PAC) des années 1960 ne peut pas être une recette pour l'Afrique Subsaharienne aujourd'hui. Les rizicultures indonésienne et thaïlandaise, le système d'élevage coréen

non plus. À cause du fonctionnement de ces marchés contingents. À cause de tout ce qui se passe en dehors de l'agriculture. Il n'existera pas de politiques agricoles efficaces sans politiques de développement (au niveau macroéconomique).

- Quelle est la bonne échelle d'intervention ? Face à la faillite des États Nations, est-ce que les régions (et leur administration) peuvent être performantes ? C'est une intuition dans ces textes mais je n'ai pas la réponse.

Contact Tancrede Voituriez :  
[tancrede.voituriez@cirad.fr](mailto:tancrede.voituriez@cirad.fr)

Publications récentes :

- Daviron B. and Voituriez T., 2012, *Reforming Agriculture and Trade Policy in France: The Limits of Multi-Actor Coalitions.*, In: Peter Utting, Mario Pianta, Anne Ellersiek (eds). *Global Justice Activism and Policy Reform in Europe. Understanding When Change Happens.* London: Routledge
- Voituriez T., 2009, *Agriculture et développement : impasse à l'OMC*, Politique Étrangère 2/2009, pp277-290.

Pour en savoir plus : [www.cirad.fr](http://www.cirad.fr)



## René Dumont revisité et les politiques agricoles africaines

### Coordination générale :

Hervé Bichat  
Philippe Dierickx  
Marc Dufumier  
Étienne Hainzelin  
Marc Lévy  
Camille Le Jean  
Didier Oillo  
Vatché Papazian  
Henri Rouillé d'Orfeuil

### Rédaction :

Camille Le Jean

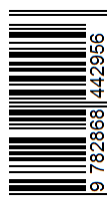
En 1962, René Dumont publiait *L'Afrique noire est mal partie*. Ce livre, qui concernait essentiellement l'Afrique de l'Ouest, fit scandale à l'époque car il intervenait au lendemain des indépendances des colonies européennes, à un moment où les jeunes États africains pouvaient espérer un développement prometteur. 50 ans après, les Éditions du Seuil ont réédité l'ouvrage. Relire le texte de l'illustre agronome et confronter ses enseignements à l'histoire des 50 dernières années et à l'état des connaissances agronomiques d'aujourd'hui nous est apparu d'une grande utilité pour comprendre la situation actuelle de l'Afrique subsaharienne et entrevoir quelles pourraient être les voies de son avenir.

C'est pourquoi la Fondation René Dumont prit l'initiative d'abord de lancer un appel à communications puis d'organiser les 15 et 16 novembre 2012, un colloque sur le devenir de l'agriculture et des politiques agricoles africaines au sud du Sahara. Au cours de la première journée, le colloque profita des nombreuses communications, regroupées et synthétisées autour de quatre grandes thématiques dont se préoccupait déjà René Dumont dans les années 1960 : l'agro-écologie ; la maîtrise du foncier ; l'avenir de l'agriculture familiale ; l'accès aux marchés. Au cours de la deuxième journée, le colloque fut l'occasion d'entendre une variété de personnalités sur le thème des politiques agricoles et de coopération qui seraient à mettre en œuvre pour promouvoir le développement d'une agriculture productive, rémunératrice et durable en Afrique subsaharienne.

La présente publication, complétée par un CD-Rom, rend compte des résultats.

**La collection Débats & Controverses accueille des textes issus de discussions autour des grandes thématiques d'actualité qui animent le monde du développement. Les textes, publiés sous forme électronique, sont téléchargeables gratuitement sur le site du Gret : [www.gret.org](http://www.gret.org), rubrique Ressources en ligne. Cette collection est dirigée par Marc Lévy et Danièle Ribier.**

ISBN : 978-2-86844-295-6



La présente publication bénéficie du soutien de l'Agence française de développement. Les idées et les opinions présentées sont celles des organisateurs et ne représentent pas nécessairement celles de l'AFD.



Campus du Jardin tropical  
45 bis avenue de la Belle Gabrielle  
94736 Nogent-sur-Marne Cedex, France  
Tél. : +33 (0)1 70 91 92 00  
Fax : +33 (0)1 70 91 92 01  
E-mail : [gret@gret.org](mailto:gret@gret.org)  
Site Web : [www.gret.org](http://www.gret.org)

